

Canada's New National Training Program

DEVELOP TRAINING FACILITIES WITH THE SKILLS GROWTH FUND

THE SKILLS GROWTH FUND: AN INVITATION TO MODERNIZATION AND INNOVATION

The Skills Growth Fund has been established by the National Training Act to accelerate skill development and to help overcome serious shortages anticipated in technical and related occupations. It will also permit people who are disadvantaged in the labour force to take advantage of emerging employment opportunities through training especially tailored to their needs.

Without extra investment, existing training facilities will not be able to produce enough skilled people to fill jobs during the 80s. To train people for occupations of national importance, Canada needs modern equipment and training facilities as well as innovative approaches to training. The Skills Growth Fund will provide funding to establish, expand and modernize training facilities and will make assistance available — for the first time — to groups established to meet special training needs.

Support Available

Capital funding is available from the Skills Growth Fund for all approved projects up to a maximum of \$40,000 per training place.

Skills Growth funding is also available, in certain cases, for initial operating and course development costs.

Eligible Sponsors

Both public training institutions and private non-profit training organizations are eligible to submit Skills Growth Fund proposals.

Public training institutions include institutes of technology, community colleges, colleges of applied arts and sciences, CEGEPs and vocational or trades training centres.

Private non-profit training organizations may submit proposals to establish training institutions to meet the skill needs of:

- industrial sectors or groups of employers
- adults who need a specially adapted training approach and/or environment to acquire needed skills.

Proposals

All proposals should meet certain basic criteria. They must aim to establish or expand facilities that provide training in designated national occupations — those in which shortages are either national, widespread and persistent or so severe at a regional level as to constitute a national problem, or provide training for special needs groups.

National occupations will be designated by the Canada Employment and Immigration Commission (CEIC) based on information from the Canadian Occupational Projection System. It is designed to provide a picture of labour supply and demand by integrating data from the private sector and provincial governments.

Proposals to meet the skill needs of adults with special training requirements must relate to reasonable employment opportunities for these people.

Proposals will be expected to outline project goals and their relationship to national training objectives, as

well as details about the type and volume of training to be provided, management and operation of the facility and proposed budget.

Proposals submitted by non-profit organizations will be expected to include information about the structure of the sponsoring body.

Skills Growth Fund Procedures

Stage 1 — Project Development

Training project proposals from public training institutions should be directed to provincial departments of education.

Training project proposals from private non-profit groups should be submitted to CEIC regional offices for preliminary review. Assistance in developing project proposals is available at this stage from regional managers of training.

Stage 2 — Project Evaluation

Federal/provincial committees will review all proposals against labour market and labour force needs and evaluate structural, organizational, educational and financial aspects. Recommendations for Skills Growth funding will be made at this stage.

Stage 3 — Priority Review

At this stage, the priority of a proposal will be determined by CEIC National Headquarters, on the basis of quality, cost-effectiveness, location and economic impact.

Final authority for project approvals rests with CEIC.

For further information contact your local Canada Employment Centre.

Canada

Nouveau Programme national de formation du Canada



LA CAISSE D'ACCROISSEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES POUR UNE MEILLEURE FORMATION:

Modalités de fonctionnement de la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles

Étape 1 — Élaboration du projet

Les propositions de projet de formation émanant d'établissements publics de formation devraient être adressées aux ministères provinciaux de l'éducation. Celles provenant de groupes privés sans but lucratif devraient être présentées aux bureaux régionaux de la CEIC, où l'on procédera à une étude préliminaire. À cette étape, les directeurs régionaux de la formation sont disponibles pour aider les intéressés à élaborer des propositions de projet.

Étape 2 — Évaluation des projet

Des comités fédéraux-provinciaux étudieront toutes les propositions, compte tenu des besoins du marché du travail, et en évalueront la structure, l'organisation, les éléments d'enseignement et les aspects financiers. C'est à cette étape que se font les recommandations en vue du financement aux termes de la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles.

Étape 3 — Détermination des priorités

À cette étape, les priorités seront établies par l'Administration centrale de la CEIC, compte tenu de la qualité, de la rentabilité, de la situation géographique et de l'incidence économique des propositions. L'approbation finale des projets relève de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

Pour de plus amples renseignements, veuillez prendre contact avec le CEC local.

Par établissement public de formation, on entend notamment les instituts de technologie, les collèges communautaires, les écoles d'arts et de sciences, les cégeps et les centres de formation professionnelle.

Les groupes privés sans but lucratif peuvent présenter des propositions visant à établir des établissements de formation pour répondre aux besoins

- a) des travailleurs d'un certain secteur d'activité ou d'un groupe d'employeurs;
- b) d'adultes qui ont besoin d'une formation ou d'un milieu de formation spécialement adapté pour acquérir les compétences nécessaires.

Propositions

Les propositions devraient satisfaire à certains critères de base. Elles doivent con-

tribuer à l'expansion de l'installation ou à l'expansion de la formation dans des professions d'importance régionale, qu'elles constituent un projet national, soit tellement importantes au palier régional qu'elles constituent un projet national; elles pourront aussi mettre des cours de formation à la portée de groupes ayant des besoins spéciaux. Les professions d'importance nationale seront désignées par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) d'après les données du Système de projections des professions au Canada (SPPC). Ceci vise à procurer une vue d'ensemble de l'offre et de la demande sur le marché du travail résultant de l'intégration des données fournies par le secteur privé et les gouvernements provinciaux.

Dans les cas de propositions visant à répondre aux besoins de formation des adultes elles devront apporter un nombre raisonnable d'occasions d'emploi à l'intention de ces personnes.

On s'attend à ce que les propositions énoncent les buts du projet et leurs rapports avec les objectifs nationaux de formation, ainsi que les détails concernant le genre et la quantité de formation prévue, l'administration et l'exploitation de l'installation, et le budget anticipé.

Les propositions présentées par des groupes privés sans but lucratif devraient en outre comprendre des renseignements concernant la structure de l'organisme promoteur.

LA CAISSE D'ACCROISSEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES: UNE INVITATION À LA MODERNISATION ET À L'INNOVATION

La Caisse d'accroissement des compétences professionnelles a été créée aux termes de la Loi nationale sur la formation, afin d'accélérer l'acquisition de compétences, pour ainsi contribuer à contrer les pénuries importantes de travailleurs prévues dans les secteurs techniques et les professions connexes. Elle va également permettre l'emploi de profiter des débouchés qui s'an-

noncent.

Les fonds additionnels de cette caisse sont nécessaires parce que les installations actuelles de formation ne produiront pas suffisamment de travailleurs spécialisés pour répondre aux besoins du marché du travail des années 1980. Pour former les gens dans des compétences d'importance nationale, le Canada a autant besoin d'équipement moderne et d'établissements de formation que de travailleurs innovateurs dans le secteur de la formation. La Caisse d'accroissement des compétences professionnelles fournira les fonds nécessaires à l'expansion et à la modernisation des établissements de formation et mettra, pour la première fois, ces services à la disposition de groupes constitués pour aider ceux qui ont des besoins spéciaux en matière de formation.

Aide offerte

Des fonds couvrant les frais d'immobilisation sont offerts dans le cadre de la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles pour tous les projets de formation approuvés, jusqu'à concurrence de \$40,000 par place de stagiaire.

Dans certains cas, au titre des frais de premier établissement et de ceux liés à l'élaboration des cours.

Promoteurs admissibles

Les établissements publics de formation de même que les groupes privés sans but lucratif peuvent présenter des propositions dans le cadre de la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles.